

Comptes semestriels 2009

Rapport de gestion
Comptes consolidés



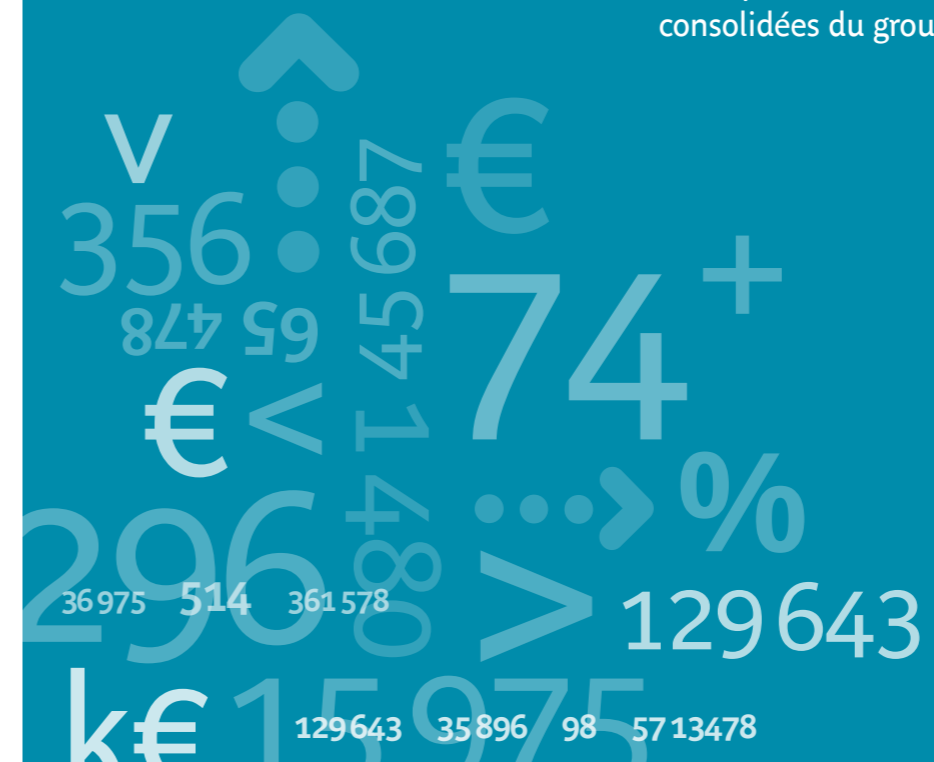
Sommaire

Rapport de gestion au 30 juin 2009	5
Comptes consolidés semestriels résumés du groupe RATP au 30 juin 2009 ...	11
Rapport des commissaires aux comptes	28
Attestation des personnes assumant la responsabilité du rapport financier semestriel	29

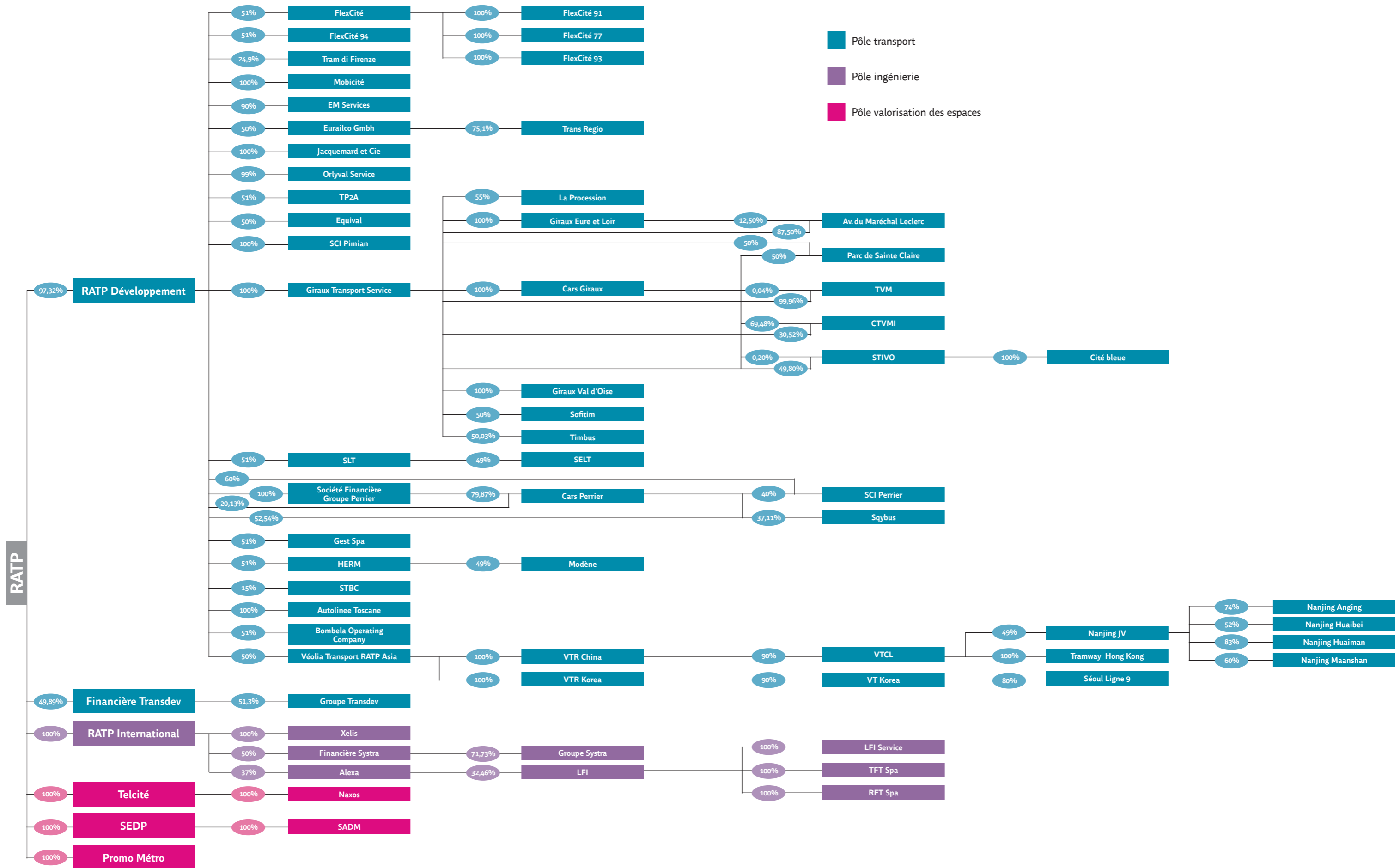
Rapport de gestion

au 30 juin 2009

Organigramme	6
Contexte général	8
Éléments marquants au sein du Groupe	8
Principales données financières consolidées du groupe RATP	9



1. ORGANIGRAMME



Variations de périmètre

Variation du pourcentage d'intérêts

Suite à l'augmentation du capital de RATP Développement de 70 M€, la RATP a souscrit à la totalité de l'augmentation du capital.

À la suite de cette opération, le pourcentage de détention de RATP dans le capital de RATP Développement est 97,32% contre 95,41% auparavant.

Entrées de périmètre

Une prise de participation de RATP Développement dans la société de transport de Modène se traduit par l'intégration de deux sociétés : HERM et ATCM.

La signature des accords de partenariat RATP Développement et Véolia Transport pour un développement des activités de transports de voyageurs en Asie par l'intermédiaire d'une société commune, VTRA, se traduit par l'intégration de 12 sociétés.

2. LE CONTEXTE GÉNÉRAL

L'année 2009 est en continuité avec 2008 en ce qui concerne :

- le contrat avec le STIF et ses modalités de rémunération ;
- le plan d'entreprise de la RATP et les progrès d'efficacité qu'il prévoit pour améliorer la capacité d'autofinancement.

Elle va s'avérer une année de rupture au plan du contexte juridique et institutionnel de l'exercice des activités de la RATP (règlement OSP).

Elle traduit au plan économique un renversement de tendance brutal avec :

- une augmentation en prix de notre rémunération ;
- un trafic et un volume de recettes voyageurs du semestre qui cessent de progresser ;
- un arrêt annoncé par le STIF de ses opérations d'accroissement d'offre.

Le chiffre d'affaires consolidé est en hausse de plus de 2,9% et s'élève à 2 243 M€. L'EBITDA à six mois diminue de -9 M€ entre 2008 et 2009. Toutefois, la fermeture anticipée d'opérations d'ingénierie financière (leasehold) permettent d'augmenter le résultat net consolidé. Il atteint ainsi 106,8 M€, en hausse de 14,5%. Hors effets ingénierie financière, le résultat consolidé s'élèverait à 60,8 M€, il serait en baisse de 34%.

3. LES ÉLÉMENTS MARQUANTS DU GROUPE AU 1^{ER} SEMESTRE 2009

Le 1^{er} semestre 2009 a été marqué par les principaux faits suivants :

3.1 - Pour le transport

En France

La réponse à l'appel d'offres pour le transport à la demande de la plateforme aéroportuaire de Roissy-Charles de Gaulle. Les réponses aux appels d'offres de transport urbain de petites ou moyennes agglomérations comme La-Roche-sur-Yon et Calais.

À l'international

La signature des accords de partenariat RATP Développement et Véolia Transport pour un développement des activités de transports de voyageurs urbains et périurbains en Asie par l'intermédiaire d'une société commune, VTRA. Cette société porte les contrats déjà existants en Chine, à Nanjing (autobus) et Hong-Kong (tramway), ainsi qu'à Séoul (ligne 9 du métro).

Dans ce cadre, RATP Développement et Véolia Transport ont déjà répondu à deux appels d'offres en Corée, pour l'exploitation des métros automatiques reliant les villes de Busan et Gimhae, ainsi que celui d'Uijeongbu (Séoul).

Toutefois, ces deux appels d'offres ont été perdus.

Durant ce semestre, on note par ailleurs :

- le gain dans le cadre d'un consortium de la consultation organisée pour une prise de participation à 49% dans la société de transport de Modène ;
- l'entrée dans le groupement promoteur retenu pour la remise d'une offre de référence (qui sera mise ensuite en compétition) en ce qui concerne la construction et l'exploitation de la ligne D du métro de Rome ;
- les discussions avec les actionnaires de deux sociétés américaines de transport urbain et interurbain par bus ou autocars en vue de leur prise de contrôle à 51%, les accords ayant été signés durant l'été ;
- la réponse aux appels d'offres pour l'exploitation du tramway de Dubaï ;
- la réponse avec Transdev à l'appel d'offres pour l'exploitation du métro de Dublin.

La RATP a accompagné le développement de RATP Développement en souscrivant à une augmentation de capital de 70 M€.

3.2 - Pour Transdev

- La poursuite de la croissance du chiffre d'affaires, malgré des effets de change défavorables, avec une rentabilité nettement améliorée, le résultat de l'exercice précédent ayant été amputé par la grève du 1^{er} semestre affectant Connexion.

3.3 - Pour l'ingénierie

- Les résultats satisfaisants de Xélys qui engrange de nouveaux contrats avec RFF ;
- En ce qui concerne Systra, une nouvelle croissance du chiffre d'affaires couplée à un bon niveau de résultat, malgré l'impact de la crise économique sur les affaires des filiales anglo-saxonnes.

3.4 - Pour la valorisation des espaces

- Le tassement prévu de la contribution des filiales de télécommunication.

4. LES PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES DU GROUPE RATP AU 30 JUIN 2009

Ces résultats sont présentés conformément aux normes IFRS.

Les résultats consolidés sont appréhendés selon trois indicateurs financiers principaux :

- le chiffre d'affaires, en progression de 2,9% ;
- le résultat net part du groupe, d'un montant de 106,9 M€, en hausse de 15,7 M€ ;

- et l'endettement net, en hausse de plus de 118 M€ par rapport à fin 2008.

D'une façon générale, on observe que la part de la RATP dans les indicateurs reste prépondérante.

4.1 Évolution du chiffre d'affaires consolidé

(en millions d'euros)	Chiffre d'affaires consolidé				Évolution du chiffre d'affaires
	30 juin 2009		30 juin 2008		
	en volume	en %	en volume	en %	
RATP	2 082	92,8%	2 042	93,7%	1,9%
Autres	83	3,7%	61	2,8%	35,1%
Total pôle Transports	2 165	96,5%	2 104	96,5%	2,9%
Total pôle Ingénierie	60	2,7%	57	2,6%	3,8%
Total pôle Valorisation des espaces	19	0,9%	19	0,9%	-0,3%
TOTAL GROUPE RATP	2 243		2 180		2,9%
CONTRIBUTION FILIALES (a)	162	7,2%	138	6,3%	17,2%
Qp des sociétés mise en équivalence (b)	327		296		
Contribution totale (a)+(b)	489	19%	434	17,5%	12,6%

Le chiffre d'affaires 2009 de la RATP EPIC s'établit en hausse de 1,9% par rapport au chiffre d'affaires 2008, soit une évolution modérée, qui traduit principalement l'évolution de l'offre et l'évolution de la contribution relative aux amortissements des investissements. Et cette progression recouvre :

- les recettes voyageurs qui s'élèvent à 1 016 M€ et augmentent de + 2,7% ;
- les concours du STIF qui s'élèvent à 935 M€ et augmentent de + 1%.

La contribution des filiales, hors sociétés mises en équivalence, augmente de +17,2% entre juin 2008 et juin 2009, du fait notamment :

- de la montée en régime des filiales et contrats étrangers transport : mise en service de la ligne Mittelrheinbahn à Transregio, préparation de la mise en service du métro d'Alger et de Gautrain en Afrique du Sud ;
- de l'évolution favorable des filiales transport françaises avec des renégociations de contrats ou l'effet année pleine des créations récentes (Jacquemard, Flexcity 77 et 91) ;

- de la bonne progression, à nouveau observée en 2009, du chiffre d'affaires de Systra, l'évolution favorable observée pour Systra SA (avec de nouveaux contrats décrochés en Arabie Saoudite) compensant et au-delà le recul enregistré dans les filiales qui subissent le contrecoup de la crise économique, en particulier aux États-Unis, au Canada, Royaume-Uni et dans certaines zones de l'Asie.

Au total, la part des filiales dans le total du chiffre d'affaires passe ainsi de 6,3% à 7,2%.

La contribution totale, y compris les sociétés mises en équivalence, progresse de 12,6%. Cette contribution englobe Transdev et l'entrée dans le périmètre de consolidation des filiales du partenariat en Asie avec Véolia Transport ainsi que du réseau de Modène.

La part dans le total du chiffre d'affaires augmente de 19% au lieu de 17,5% en 2008.

4.2 Résultat net consolidé

Le résultat net part groupe au 30 juin 2009, se compare ainsi à fin juin 2008 :

(en millions d'euros)	30 juin 2009	30 juin 2008	Variation		31 décembre 2008
			En volume	en %	
RATP	98,7	89	9,7	10,9%	127,2
Autres filiales Transport	5,3	1,3	4	318,7%	6,5
Pôle Transport	103,9	90,2	13,7	15,2%	133,6
Pôle Ingénierie	1,3	0,7	0,6	76,5%	4
Pôle Valorisation des espaces	1,7	1,4	0,2	16%	3,7
TOTAL GROUPE	107	92	15	15,7%	141,3
CONTRIBUTION FILIALES	8,2	3,4	4,8	140,7%	14,2

La contribution de la RATP est en augmentation du fait de l'incidence favorable de +46 M€ du dénouement anticipé de certaines opérations de leasehold. Abstraction faite de ce facteur, la contribution baisse d'environ 40 M€ par rapport à juin 2008, compte tenu d'une évolution du chiffre d'affaires moins rapide que celle des charges.

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 1681 M€ contre 1624 M€ en juin 2008 soit +3,5%.

Les principales causes de cette évolution sont :

- une inflation : + 23 M€
- une variation de l'offre de transport : +21 M€
- une variation des facteurs externes (énergie essentiellement) : -5 M€
- une évolution de la masse salariale : +14 M€
- des besoins nouveaux de gestion et autres : +14 M€
- des facteurs techniques ou saisonniers ⁽¹⁾ : +10 M€
- des gains de productivité : -20 M€

L'augmentation de la contribution au résultat consolidé des filiales provient :

- de Transdev (+ 1,5 M€), dont les résultats (provisoire) à fin juin, bénéficient d'une augmentation mécanique par rapport à ceux

du 1^{er} semestre 2008 qui étaient affectés par l'incidence de la grève nationale aux Pays-Bas sur les activités de Connexion ;
- de RATP Développement et ses filiales pour lesquelles on constate une amélioration sensible en France sur Sgybus / Perrier et les Cars Giraux. À fin juin 2008, le résultat incluait une contribution négative de M'Dina bus à hauteur de -1,5 M€, sortie du périmètre de consolidation à fin 2008.

À fin juin 2009, cette amélioration est en partie absorbée par les efforts commerciaux portés par le partenariat avec Véolia en Asie ;
- du pôle Ingénierie (+ 0,6 M€), l'amélioration sur Systra reflétant la tendance évoquée sur le chiffre d'affaires et une baisse du taux moyen d'imposition.

On note par ailleurs le tassement qui était attendu des résultats du pôle Télécommunication en liaison, pour une large part, avec le relèvement du taux de la redevance d'occupation du domaine public versée à la RATP.

4.3 - L'endettement net consolidé

(en millions d'euros)	Endettement groupe	Pôle Transports			Pôle Ingénierie	Pôle Valorisation des espaces
		RATP	Autres	Total		
Actif financier	589	511	39	550	11	28
Dettes financières	5 171	5 111	39	5 150	8	12
ENDETTEMENT FINANCIER NET JUIN 2009	4 582	4 601	0	4 601	-3	-16
ENDETTEMENT FINANCIER NET JUIN 2008	4 213	4 228	5	4 233	-5	-15
ENDETTEMENT FINANCIER NET DÉCEMBRE 2008	4 464	4 485	1	4 486	-5	-18

L'endettement net consolidé à fin juin 2009 s'élève à 4 582 M€ et est en augmentation de près de 118 M€ par rapport à fin 2008. Cette évolution provient de la RATP EPIC, la capacité d'autofinancement et les subventions reçues (+312 M€) ne permettent pas à la RATP de faire face aux investissements. Les filiales contribuent à un léger désendettement.

4.4 - Les investissements

Les investissements du groupe s'élèvent à 432 M€. Pour la RATP, les investissements s'élèvent à 416 M€ (hors développement hors Île-de-France) pour 327 M€ au 1^{er} semestre 2008, soit une hausse de 89 M€. Ils se décomposent de la manière suivante :

- 170 M€ concernent l'augmentation de l'offre de transport (opérations du Contrat de Plan État-Région Île-de-France : prolongements ligne 4, ligne 12, tramway T2 à Porte de Versailles, etc) et matériel roulant associé pour le prolongement du tramway T2 ;
- 224 M€ correspondent à des dépenses d'entretien des réseaux (infrastructures, conduite de transport...) et de l'acquisition du matériel roulant ;
- 21 M€ pour les opérations hors programme.

(1) Taux de charges sociales revu à la hausse pour 2009, effet de saisonnalité sur la MSPA à fin juin avec des avancements effectués plus tôt dans l'année.

Comptes consolidés

semestriels résumés du groupe RATP (normes IFRS) au 30 juin 2009

Compte de résultat consolidé	12
Bilan consolidé	14
Tableau des flux de trésorerie consolidés	16
Tableau de variation des capitaux propres consolidés	17
Notes aux comptes consolidés semestriels résumés	18

Remarque préalable : sauf mention contraire, tous les montants présentés ci-après sont exprimés en milliers d'euros (k€).

Compte de résultat consolidé

au 30 juin 2009

	Notes	au 30 juin 2009	au 30 juin 2008	au 31 décembre 2008
Chiffre d'affaires	Note 4.1	2 243 397	2 180 458	4 317 215
Autres produits des activités ordinaires		23 883	21 522	72 366
Produits des activités ordinaires		2 267 280	2 201 980	4 389 581
Achats consommés		-115 986	-122 396	-237 775
Autres achats et charges externes		-330 896	-306 993	-619 894
Impôts, taxes et versements assimilés		-120 446	-114 128	-225 329
Charges de personnel	Note 4.2	-1 265 964	-1 217 737	-2 371 572
Dotations aux amortissements		-265 501	-240 764	-513 900
Dotations et reprises aux provisions		-8 837	50	-47 159
Autres produits et charges d'exploitation	Note 4.3	-1 728	-9 329	-24 032
Résultat opérationnel courant		157 921	190 683	349 920
Autres produits et charges opérationnels	Note 4.4	2 388	488	3 017
Résultat opérationnel		160 309	191 171	352 937
Produits financiers	Note 4.5	51 392	18 506	42 463
Charges financières	Note 4.5	-106 346	-116 046	-248 889
Résultat avant impôts		105 355	93 631	146 511
Charges et produits sur écarts d'acquisition		87		
Quote part dans le résultat des entreprises associées	Note 4.8	4 834	2 172	2 444
Impôts sur le résultat		-2 291	-3 322	-5 927
Résultat de l'ensemble consolidé		107 985	92 481	143 028
dont résultat - part du groupe		106 885	92 370	141 347
dont résultat - part des minoritaires		1 100	112	1 681

Autres éléments du résultat global	au 30 juin 2009	au 30 juin 2008	au 31 décembre 2008
Résultat net de la période	107 985	92 481	143 028
Écarts actuariels net d'impôts en capitaux propres	-120	17 249	-22 742
Couverture de flux de trésorerie net d'impôts	-6 373	19 568	-45 740
Écarts de conversion net d'impôts	336	-2 263	-964
Quote part autres éléments du résultat global des mises en équivalence net impôts	2 029	3 160	-13 604
RÉSULTAT GLOBAL TOTAL	103 857	130 195	59 978
dont :			
Part du groupe	102 632	130 270	58 608
Part des minoritaires	1 225	-75	1 370

Bilan consolidé

au 30 juin 2009

ACTIF	Notes	au 30 juin 2009	au 31 décembre 2008
Goodwill		52 949	50 978
Immobilisations incorporelles	Note 4.6	246 528	241 713
Immobilisations corporelles	Note 4.7	7 531 607	7 444 456
Immeubles de placement		263	267
Participations dans les entreprises associées	Note 4.8	188 000	144 287
Actifs financiers disponibles à la vente		12 079	13 402
Instruments financiers dérivés	Note 4.9	47 781	62 144
Autres actifs financiers		361 949	84 599
Impôts différés actifs		3 636	3 009
ACTIF NON COURANT		8 444 792	8 044 855
Stocks et en-cours		152 795	145 397
Clients et autres débiteurs	Note 4.10	537 331	530 037
Créances d'impôt sur le résultat		1 032	759
Instruments financiers dérivés	Note 4.9	23 186	10 015
Autres actifs financiers courants		7 016	8 309
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 4.11	592 843	294 451
ACTIF COURANT		1 314 203	988 968
TOTAL DE L'ACTIF		9 758 995	9 033 825

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	Notes	au 30 juin 2009	au 31 décembre 2008
Dotations en capital		283 367	283 367
Contre-valeur des immobilisations mises à disposition		250 701	250 701
Réserves		1 535 202	1 396 476
Résultat de l'exercice		106 885	141 347
CAPITAUX PROPRES-PART DU GROUPE		2 176 155	2 071 891
Intérêts minoritaires		18 566	16 979
CAPITAUX PROPRES		2 194 721	2 088 870
Provisions pour avantages aux salariés	Note 4.12	492 803	495 387
Autres provisions	Note 4.13	141 469	134 393
Dettes financières	Note 4.14	4 147 699	3 852 250
Instruments financiers dérivés	Note 4.9	43 775	35 894
Impôts différés passif		6 638	7 067
Autres créditeurs		36 954	71 209
PASSIF NON COURANT		4 869 338	4 596 200
Autres provisions	Note 4.13	70 267	72 004
Dettes financières - Courant	Note 4.14	1 527 999	1 115 349
Instruments financiers dérivés	Note 4.9	29 202	15 448
Fournisseurs et autres créditeurs	Note 4.15	1 065 652	1 144 730
Dettes d'impôt sur le résultat		1 816	1 224
PASSIF COURANT		2 694 936	2 348 755
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES		9 758 995	9 033 825

Tableau des flux de trésorerie consolidés

au 30 juin 2009

	au 30 juin 2009	au 31 décembre 2008
RÉSULTAT NET TOTAL CONSOLIDÉ	107 985	143 028
Élimination du résultat des mises en équivalence	-4 835	-2 444
Élimination des amortissements et provisions	269 599	560 684
Élimination des profits/pertes de réévaluation (juste valeur)	14 456	-82 641
Élimination des résultats de cession et de dilution	3 377	-2 283
Élimination des produits de dividendes	1	-78
Élimination impact actualisation	-18 282	79 321
Élimination impact fermeture contrat de lease	-32 185	
CAF après coût de l'endettement financier net et impôt	340 115	695 587
Élimination de la charge (produit) d'impôt	2 291	5 928
Incidence de la variation du BFR	45 775	-117 619
Impôts payés	-3 103	-7 117
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	385 078	576 779
Incidence des variations de périmètre	-201	409
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-431 919	-1 028 690
Augmentation du capital des entités associées	-5 475	
Variation du BFR sur investissements	-160 776	73 986
Subventions d'investissement reçues	81 458	196 732
Subventions d'investissement à recevoir	-23 997	-19 063
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	349	2 086
Cession d'actifs financiers	176	
Dividendes reçus	-29	9
Autres flux liés aux opérations d'investissement	-71	640
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	-540 485	-773 891
Augmentation de capital		
Émission d'emprunts	46 879	936 651
Émission de billets de trésorerie	651 062	329 936
Remboursement d'emprunts	-5 803	-814 079
Remboursement de billets de trésorerie	-329 936	-400 318
Variation des intérêts courus non échus	37 468	12 782
Dividendes payés aux actionnaires du groupe		3 902
Dividendes payés aux minoritaires		-1 269
Autres flux liés aux opérations de financement	-785	200
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	398 885	67 805
Incidence de la variation des taux de change	971	115
Incidence des changements de principes comptables		-41
Variation de la trésorerie	244 449	-129 233
Trésorerie d'ouverture	205 566	334 799
Trésorerie de clôture	450 015	205 566
Variation de la trésorerie	244 449	-129 233

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

au 30 juin 2009

	Capital	Contreva- leur des immo- bilisations mise à disposition	Écarts de conver- sion	Écarts actuariels	Juste valeur	Couver- ture de flux de trésorerie	Autres réserves	Résultat net de l'exercice	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minori- taires	Total capitaux propres
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2009	283 367	250 701	-7 072	5 455	247	-34 274	1 432 119	141 347	2 071 891	16 979	2 088 870
Affectation du résultat							141 347	-141 347	0	0	
Résultat net de l'exercice								106 885	106 885	1 100	107 985
Autres éléments du résultat global			-195	-3 192		-741			-4 128	125	-4 003
Part des tiers dans les augmentations de capital des filiales et variations de périmètre									0	2 567	2 567
Part des tiers dans les distributions de dividendes des filiales									0	-559	-559
Changements de méthode (a)									0		0
Autres variations							1 508		1 508	-1 648	-140
Capitaux propres au 30 juin 2009	283 367	250 701	-7 267	2 263	247	-35 015	1 574 974	106 885	2 176 155	18 566	2 194 721

Notes aux comptes consolidés semestriels résumés

Le groupe RATP est un acteur majeur du transport public urbain et périurbain en France, et en particulier en Île-de-France.

La société mère, la Régie autonome des transports parisiens (RATP), est immatriculée au RCS de Paris.

Son siège social est situé au 54 quai de la Rapée, 75012 PARIS.

La RATP est un EPIC, doté d'une personnalité juridique à laquelle la loi confère le statut de personne de droit public ayant pour but la gestion d'une activité de service public de transport en Île-de-France. La RATP est désignée par le STIF (autorité organisatrice des transports en Île-de-France) pour assurer la gestion du métro et d'autres transports urbains de Paris et de sa proche banlieue : autobus, tramway et une partie des lignes A et B du RER.

Dans le cadre du décret de 1949 et de l'ordonnance de 1959 et comme pour les autres transporteurs de la région parisienne, la RATP bénéficie de droits d'exploitation perpétuels sur les lignes qui lui ont été confiées.

Dans le cadre de la loi SRU, la RATP est autorisée à intervenir, par le biais de filiales, dans la conception et l'exploitation de réseaux de transports publics sur tout le territoire national et à l'étranger.

La RATP est détenue par l'État et les comptes consolidés du Groupe sont intégrés dans les comptes combinés de l'État actionnaire.

Les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2009 ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 11 septembre 2009.

1. ÉVÉNEMENTS ET TRANSACTIONS SIGNIFICATIFS SURVENUS AU COURS DU PREMIER SEMESTRE 2009

Le règlement européen sur l'obligation de service public

Un règlement européen relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route a été adopté le 23 octobre 2007 et entrera en vigueur le 3 décembre 2009 avec une période transitoire. Son objet consiste à définir comment les autorités compétentes peuvent intervenir dans le domaine des transports publics en précisant les conditions à respecter pour, d'une part, confier le service à une entreprise et, d'autre part, octroyer des compensations en contrepartie des coûts supportés. Ce règlement prévoit notamment des durées limitées pour les contrats de service public qui ne dépassent pas 10 ans pour les services d'autobus et 15 ans pour les services ferroviaires, durées augmentées de 50% en cas d'investissements significatifs de l'opérateur.

Il prévoit également des dispositions spécifiques pour la durée des contrats conclus avant la date d'entrée en vigueur.

Compte tenu du contexte spécifique de la réglementation des transports en Île-de-France, un texte devrait intervenir pour la mise en œuvre de ces dispositions.

Les comptes au 30 juin 2009 sont arrêtés sur la base des conventions retenues au cours des exercices antérieurs qui s'appuient sur le cadre réglementaire actuellement en vigueur ne limitant pas dans le temps les droits de lignes attribués.

Fermeture anticipée des contrats de leasehold

Au premier semestre 2009, six contrats de leasehold ont été débouclés par anticipation. Cette opération a généré un produit supplémentaire de 46 M€ net de frais correspondant à la Net Present Value restant à étaler sur ces contrats pour 32 M€ et un produit supplémentaire de 14 M€ généré par la clôture de ces contrats. (Note 4.14)

Partenariat opérationnel avec Véolia sur le marché asiatique

Véolia Transport et RATP Développement ont créé une société commune détenue à 50/50, destinée à accroître le potentiel de développement sur l'Asie ciblé sur la Chine, la Corée du Sud et l'Inde.

2. PRINCIPALES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES DU GROUPE

La saisonnalité de l'activité

L'activité de la RATP est sujette à une forte saisonnalité. En effet, les recettes des mois de juillet et août sont significativement plus faibles que la moyenne constatée sur les autres mois. Compte tenu de la nécessité de maintenir une offre de service satisfaisante, conformément aux décisions du STIF, cette diminution des recettes n'est pas compensée par une diminution corrélée des charges, notamment les charges de personnel.

Structurellement, le résultat du premier semestre est généralement supérieur au résultat du second semestre.

2.1 - Préparation des états financiers

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes internationales, les états financiers consolidés du groupe RATP sont préparés sur la base des règles de présentation, de reconnaissance et d'évaluation du référentiel IAS/IFRS.

Les comptes consolidés au 30 juin 2009 ont été établis conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire. S'agissant de comptes résumés, ils ne comportent pas l'intégralité des informations à fournir pour l'établissement de comptes consolidés IFRS complets et doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés au 31 décembre 2008 établis selon les normes IFRS.

2.2 - Les principes comptables

Les principes comptables appliqués pour l'établissement des comptes consolidés résumés au 30 juin 2009 sont identiques à ceux décrits dans la note 2 de l'annexe aux comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2008.

S'agissant des normes dont l'application est obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2009, le Groupe a décidé pour :

- IAS 23 révisée, Coût d'emprunt. Cette nouvelle norme supprime une option (consistant à comptabiliser en charge les coûts d'emprunt) et oblige les entreprises à comptabiliser à l'actif le coût des emprunts directement attribuable à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié. Cette note n'a pas d'impact matériel au 30 juin 2009.

- IFRS 8, Secteurs opérationnels, selon laquelle l'information sectorielle doit être alignée sur les données utilisées par la direction. Le groupe RATP opère dans trois secteurs : transports, valorisation des espaces et ingénierie. Ces deux derniers secteurs ne sont pas significatifs par rapport aux seuils de présentation fixés par la norme.

Le secteur *transport* n'est pas et ne peut pas être décomposé par mode de transport (métro, RER, bus, tramway) compte tenu des conditions actuelles du contrat de service entre le STIF et la RATP qui ne définit pas une performance (recettes, marge) par mode de transport, ce qui ne permet pas aux principaux décideurs opérationnels de suivre l'activité par mode de transport à l'aide d'un reporting interne.

- IAS 1 révisée, Présentation des états financiers, qui interdit la présentation des éléments de produits et charges dans le tableau de variation des capitaux propres requérant qu'ils soient présentés distinctement des transactions avec les actionnaires, dans un état de performance. Cet état de performance est présenté, au choix de l'entreprise, sous forme soit d'un état unique (état du résultat global), soit de deux états (compte de résultat et état du résultat global). Le groupe RATP a choisi la présentation en deux états.

S'agissant des normes, amendements, et interprétations adoptées en 2009 et d'application obligatoire en 2010, le Groupe a décidé de ne pas les appliquer par anticipation. L'impact de l'interprétation IFRIC 12, Accords de concessions de services, est en cours d'évaluation.

Les autres nouvelles normes, amendements et interprétations obligatoires en 2009 mais qui ne sont pas applicables à la RATP sont :

- Amendement IFRS 2, Paiements en actions ;
- IFRIC 13, Programme de fidélisation clients ;
- IFRIC 14, Actifs de régimes à prestations définies et obligations de financement minimum ;
- IFRIC 15, Contrats pour la construction de biens immobiliers ;
- IFRIC 16 Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger ;
- Amendements IFRS 1, Première adoption des IFRS / IAS 27, Coût d'une participation dans une filiale, une entreprise contrôlée conjointement ou une entreprise associée dans les états financiers individuels (05/08) ;
- Amélioration des normes IFRS (05/08).

2.3 - Estimations et jugements de la direction du Groupe

Pour établir les comptes du Groupe, la direction doit procéder à des estimations dans la mesure où de nombreux éléments inclus dans les états financiers ne peuvent être précisément évalués. La direction est amenée à réviser ces estimations en cas de changement de circonstances sur lesquelles elles étaient fondées ou par suite de nouvelles informations ou d'un surcroît d'expérience. Les montants qui figureront dans les futurs états financiers du Groupe pourraient différer des estimations actuelles.

2.4 - Les méthodes d'évaluation spécifiques aux arrêtés intermédiaires

Les contributions du STIF

Le mécanisme de rémunération intègre depuis l'exercice 2008 une contribution d'exploitation « C1 » relative à l'exploitation et aux obligations de service public et une contribution « C2 » liée au financement des investissements.

La contribution C1 se compose de trois éléments :

- une contribution forfaitaire C11 couvrant les charges liées à l'exploitation non couvertes par les recettes voyageurs ;
- une contribution C12 couvrant à l'euro/l'euro les impôts et taxes (taxe professionnelle et taxe foncière) ;
- une contribution C13 couvrant l'écart entre les recettes directes prévisionnelles indexées selon les modalités prévues pour la contribution C11 et le montant des recettes directes

prévisionnelles actualisées des décisions tarifaires du STIF. Ces contributions sont revalorisées chaque année en fonction d'indices.

Ces contributions sont mensualisées de la façon suivante :

- C11 et C13 sont mensualisées selon la saisonnalité des objectifs mensuels de recettes directes ;
- C12 est mensualisée au même rythme que les charges d'impôts et taxes constatées ;
- C2 est mensualisée linéairement par douzième.

Bonus/malus qualité de service du STIF

Les bonifications et pénalités financières résultent de mécanismes d'incitation contractuels associés aux engagements de la RATP sur la réalisation d'objectifs annuels de qualité de service et d'offre de référence.

Cet élément faisant référence à des objectifs annuels, son estimation définitive ne peut intervenir que pour un exercice complet. Par conséquent, dans les comptes semestriels, nous retenons 50% d'une estimation annuelle.

Intéressement au personnel

Le montant figurant dans les comptes semestriels correspond à 50% de l'intéressement annuel calculé à partir d'une estimation annuelle.

3. ÉVOLUTIONS DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Variation de % d'intérêt

Augmentation du capital RATP Développement
L'EPIC RATP a souscrit intégralement à l'augmentation du capital social de RATP Développement par création de 388 888 actions nouvelles pour un montant total de 69 999 840 €. Seule 56,11% de la souscription a été libérée au 30 juin 2009. RATP Développement est détenu à hauteur de 97,32% par l'EPIC RATP contre 95,41% auparavant.

Entrée au périmètre

Modène

Dans le cadre d'une offre présentée par des partenaires Italiens, RATP Développement est devenue actionnaire à 49% de la société ATCM, l'exploitant Bus de la province de Modène qui exploite 402 bus et Trolleybus sur 47 communes.

Partenariat opérationnel avec Véolia sur le marché asiatique

Ce partenariat opérationnel engendre la création d'une société commune détenue à hauteur de 50%. La société commune est créée pour une durée initiale de 20 ans. Les contrats et sociétés existantes de Veolia Transport en Chine, Inde et Corée du Sud lui sont apportés. Au 30 juin 2009, douze sociétés sont consolidées, trois sociétés selon la méthode de l'intégration proportionnelle et neuf sociétés sont intégrées en mise en équivalence. Ces entrées ne sont pas matérielles.

4. COMPLÉMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RÉSULTAT

4.1 - Chiffres d'affaires

	au 30 juin 2009	au 30 juin 2008	au 31 décembre 2008
Produits du transport	2 023 768	1 956 240	3 869 605
Produits des activités annexes	45 906	52 032	101 387
Recettes hors transport	173 723	172 186	346 223
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	2 243 397	2 180 458	4 317 215

4.2 - Charges de personnel

	au 30 juin 2009	au 30 juin 2008	au 31 décembre 2008
Rémunérations	-866 915	-825 299	-1 626 712
Charges sociales	-389 552	-383 607	-716 911
Autres avantages à long terme	7 783	4 674	6 033
Participations au personnel	-17 281	-13 506	-33 982
TOTAL CHARGES DE PERSONNEL	-1 265 964	-1 217 737	-2 371 572

4.3 - Autres produits et charges d'exploitation

	au 30 juin 2009	au 30 juin 2008	au 31 décembre 2008
Pertes sur créances clients	-1 840	-883	-4 870
Produits et charges diverses de gestion courante	112	-8 446	-19 162
TOTAL AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION	-1 728	-9 329	-24 032

4.4 - Autres produits et charges opérationnelles

	au 30 juin 2009	au 30 juin 2008	au 31 décembre 2008
Plus ou Moins - value de cessions d'immobilisations	-3 380	165	6 219
Autres	5 768	323	-3 202
TOTAL AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS	2 388	488	3 017

4.5 - Charges et produits financiers

	au 30 juin 2009	au 30 juin 2008	au 31 décembre 2008
Coût de l'endettement			
Charges d'intérêts des opérations de financement	-100 176	-104 882	-240 018
Variation cout amorti zone euro	-675	2 166	5 788
Impact des effets de change et cout amorti sur les emprunts obligataires devises	15 018	-14 457	-85 390
Inefficacités des couvertures flux de trésorerie			
Reprise en résultat des opérations de couverture	-3 172	-17 955	-7 394
Intérêts des dérivés de couverture	465	2 523	-4 692
Résultat net de change sur dérivés	-15 018	14 457	85 390
TOTAL COÛT DE L'ENDETTEMENT	-103 558	-118 148	-246 316

Autres charges et produits financiers	au 30 juin 2009	au 30 juin 2008	au 31 décembre 2008
Revenus des participations	4	124	145
Produits sur trésorerie et équivalents de trésorerie	4 199	14 305	31 501
Résultat du leasehold net de frais	48 172	4 838	10 460
Résultat de change liés aux éléments opérationnels	-983	-758	357
Intérêts des dérivés (non couverture)	-340	3 491	-1 154
Autres charges financières	-2 448	-1 389	-1 419
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	51 392	18 506	42 463
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES	-106 346	-116 046	-248 889
Résultat financier	-54 954	-97 540	-206 426

Le résultat financier s'améliore en juin 2009 par rapport à juin 2008 suite à la fermeture anticipée de contrats de leasehold pour 46 M€.

4.6 - Immobilisations incorporelles

Valeurs brutes	au 31 décembre 2008	Acquisitions	Mises au rebus, cessions	Reclassements	Variation de périmètre	au 30 juin 2009
Droit au bail	2 626	0	0	0	0	2 626
Frais de recherche et développement	96 554	0	0	12 376	0	108 930
Logiciels	342 910	379	-11 471	10 385	0	342 204
Immobilisations en cours	34 905	8 504	-1 433	-8 475	133	33 635
Autres	1 363	0	0	0	-2	1 361
TOTAL VALEURS BRUTES	478 358	8 883	-12 904	14 287	131	488 754

Amortissements et dépréciations	au 31 décembre 2008	Dotations aux avertissements	Mises au rebus, cessions	Reprises	Variation de périmètre et reclassements	au 30 juin 2009
Droit au bail	-989	-38	0	0	0	-1 027
Frais de recherche et développement	-6 298	-2 606	0	0	-4	-8 908
Logiciels	-226 999	-14 491	10 437	0	1	-231 052
Immobilisations en cours	-2 353	-194	505	0	809	-1 233
Autres	-7	0	0	0	0	-7
TOTAL AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS	-236 645	-17 329	10 942	0	806	-242 227
VALEURS NETTES	241 713	-8 447	-1 963	14 287	937	246 528

4.7 - Immobilisations corporelles

Valeurs brutes	au 31 décembre 2008	Acquisitions	Mises au rebus, cessions	Reclassement	Variation de périmètre	au 30 juin 2009
Terrains	801 665	5 666	0	13 235	0	820 566
Constructions	7 052 961	9 281	-3 395	60 534	0	7 119 380
Installations Techniques, Matériels, outillage industriel	4 254 479	1 777	-19 425	84 795	57	4 321 682
Matériels de Transport	4 664 958	7 557	-18 926	98 299	-225	4 751 663
Autres	226 909	886	-15 712	10 235	270	222 587
Immobilisations en cours	1 467 181	409 403	-4	-281 384	23	1 595 220
Subventions d'investissement	-4 313 273		-80 990			-4 394 263
TOTAL VALEURS BRUTES	14 154 880	434 569	-138 452	-14 287	125	14 436 835

Amortissements et dépréciations	au 31 décembre 2008	Dotations aux avertissements	Mises au rebus, cessions	Reprises	Variation de périmètre et reclassements	au 30 juin 2009
Terrains	-6 159	-259	0	0	0	-6 418
Constructions	-2 555 196	-76 858	2 120	0	58	-2 629 876
Installations Techniques, Matériels, outillage industriel	-2 766 601	-100 042	18 939	0	-109	-2 847 812
Matériels de Transport	-2 945 678	-110 488	18 190	0	174	-3 037 802
Autres	-158 788	-12 132	15 550	0	-176	-155 546
Subventions d'investissement	1 722 000			50 228		1 772 228
TOTAL AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS	-6 710 423	-299 778	54 799	50 228	-53	-6 905 227
VALEURS NETTES	7 444 456	134 790	-83 655	35 940	71	7 531 607

4.8 - Participations dans les entreprises associées

Sociétés du groupe	30 juin 2009			30 juin 2008			31 décembre 2008		
	% de contrôle	Quote-part Situation nette	Dont Résultat	% de contrôle	Quote-part Situation nette	Dont Résultat	% de contrôle	Quote-part Situation nette	Dont Résultat
Alexa	37,00	-79	-25	37,00	-54	-16	37,00	-54	-16
Cité Bleue	Intégr. Proportionnelle	0	0	20,00	70	4	Intégr. Proportionnelle		
Financière Transdev	49,89	2 573	-19	49,89	5 181	-9	49,89	1 383	3
HERM	51,00	189	0	non consolidée			non consolidée		
Hong Kong	45,00	12 275	-5	non consolidée			non consolidée		
LFI	12,00	2 343	-178	12,00	1 643	40	12,00	2 521	180
LFI Services	12,00	1 546	35	12,00	1 475	32	12,00	1 512	69
M'Dina Bus	non consolidée			20,00	-6 249	-1 542	Sortante en 2008	0	-1 519
Modène	23,52	4 625	-272	non consolidée			non consolidée		
Mise en équivalence Groupe Systra	50,00	253	-2	50,00	228	63	50,00	258	66
Nanjing Anqing	16,32	601	57	non consolidée			non consolidée		
Nanjing Huaibei	11,47	408	8	non consolidée			non consolidée		
Nanjing JV	22,05	2 224	-31	non consolidée			non consolidée		
Nanjing Maanshan	13,23	841	65	non consolidée			non consolidée		
Nanjing Huainan	18,30	941	54	non consolidée			non consolidée		
STBC	15,00	52	76	15,00	-50	4	15,00	-23	30
RFT Spa	12,00	106	34	12,00	69	18	12,00	72	21
SELT	25,00	868	42	24,50	830	49	25,00	826	66
Séoul	36,00	821	0	non consolidée			non consolidée		
Tram Di Firenze	24,90	1 970	47	24,90	1 785	-64	24,90	1 923	73
Transdev	25,60	141 148	4 943	25,60	151 285	3 302	25,60	134 337	3 171
TFT Spa	12,00	1 618	84	12,00	1 525	2	12,00	1 534	12
TVO	non consolidée			35,00	0	288	Sortante en 2008	0	288
VTCL	45,00	5 760	-73	non consolidée			non consolidée		
VTK VT Korea	45,00	6 917	-7	non consolidée			non consolidée		
TOTAL		188 000	4 834		157 738	2 172		144 287	2 444

4.9 - Instruments financiers dérivés

	au 31 décembre 2008					
	Actif non courant	Actif courant	Total actif	Passif non courant	Passif courant	Total passif
Cashflow Hedge	62 144	6 360	68 504	34 063	8 553	42 616
Fair value Hedge		1 204	1 204	1 831	118	1 949
Non Hedge		2 451	2 451		6 777	6 777
TOTAL	62 144	10 015	72 159	35 894	15 448	51 342

	au 30 juin 2009					
	Actif non courant	Actif courant	Total actif	Passif non courant	Passif courant	Total passif
Cashflow Hedge	47 781	16 515	64 296	40 506	23 028	63 534
Fair value Hedge		147	147	3 271	37	3 308
Non Hedge		6 524	6 524		6 137	6 137
TOTAL	47 781	23 186	70 967	43 775	29 202	72 979

4.10 - Clients et autres débiteurs

	au 30 juin 2009	au 31 décembre 2008
Créances clients	236 659	208 805
Perte de valeur des créances clients	-26 090	-25 076
Créances clients	210 568	183 729
Paievements versés d'avance	1 933	2 294
Charges constatées d'avance	16 587	15 217
Créances sur l'Etat et autres collectivités	111 710	198 878
Créances diverses	203 501	137 116
Provisions	-6 968	-7 198
Autres débiteurs	326 763	346 308
TOTAL CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS	537 331	530 037

	au 30 juin 2009	au 31 décembre 2008
Montant créances dépréciés en debut d'exercice	-25 076	-24 794
Dotations de l'exercice	-1 499	-2 954
Reprises de l'exercice non utilisées	-	1
Reprises de l'exercice utilisée	485	2 671
MONTANT CRÉANCES DÉPRÉCIÉES EN FIN D'EXERCICE	-26 090	-25 076

4.11 - Trésorerie et équivalents de trésorerie

	au 30 juin 2009	au 31 décembre 2008
Valeurs mobilières de placement	420 175	200 400
Disponibilités	172 668	94 051
TOTAL	592 843	294 451

Rapprochement trésorerie active bilan/trésorerie passive TFT

	au 30 juin 2009	au 31 décembre 2008
Trésorerie et équivalents de trésorerie (bilan)	592 843	294 451
Concours bancaires courants	-142 828	-88 885
TRÉSORERIE DE CLÔTURE DU TFT	450 015	205 566

4.12 - Provisions pour avantages au personnel

Les provisions pour avantages au personnel comprennent les avantages postérieurs à l'emploi et les autres avantages à long terme.

	au 30 juin 2009	au 31 décembre 2008
Provision pour indemnités départ à la retraite	212 515	210 074
Provision pour allocation décès des retraités	23 323	24 200
Provision pour indemnités décès des actifs	11 634	12 383
Provision pour cessation anticipée d'activité	12 045	17 584
Provision pour bonification du taux de plan épargne entreprise (PEE) des retraités et futurs retraités	49 095	37 283
Provision pour rentes maladies professionnelles et accidents du travail des retraités	120 479	122 368
Total avantages postérieurs à l'emploi	429 091	423 892
Provision pour cessation progressive d'activité	11 998	15 124
Provision pour médaille du travail	16 612	17 981
Provision pour maladie longue durée	6 242	6 242
Provision pour chômage	11 361	12 934
Provision pour rentes maladies professionnelles et accidents du travail des actifs	15 709	15 624
Provision mesures transitoires régime des retraites	1 790	3 590
Total avantages à long terme	63 712	71 495
TOTAL	492 803	495 387

Les avantages sont évalués au 30 juin 2009 au taux de 5,5% contre 5,25% au 31 décembre 2008.

4.13 - Autres provisions

	au 31 décembre 2008	Changement de méthode	Dotations	Provision utilisée	Provision non utilisée	Reclassement variations de périmètre et taux de change	au 30 juin 2009
Provisions non courantes	134 393	0	10 663	-4 968	-1 118	2 498	141 469
Démantèlement (a)	53 974	0		-99		-7 525	46 350
Litiges (b)	62 800	0	2 549	-173	-205	0	64 971
Autres charges	4 039	0	76	-197		-16	3 901
Autres risques (c)	13 581	0	8 039	-4 499	-913	10 039	26 247
Provisions courantes	72 004	0	8 851	-7 375	-862	-2 351	70 267
Démantèlement (a)	25 325	0				7 662	32 987
Litiges (b)	9 892	0	2 049	-864	-412	20	10 685
Autres charges	4 254	0	0	-996		7	3 266
Autres risques (c)	32 533	0	6 802	-5 516	-450	-10 039	23 330
TOTAL DES PROVISIONS	206 397	0	19 514	-12 343	-1 980	148	211 736

(a) Les coûts de démantèlement du matériel roulant ferroviaire font l'objet d'une provision pour charges en contrepartie de leur inscription à l'actif immobilisé en tant que composants amortis sur la durée d'utilisation des trains.

(b) Les provisions pour litiges concernent des provisions pour litiges et contentieux à caractère commerciaux ou prud'homaux.

(c) Les provisions pour autres risques comprennent l'engagement de la RATP EPIC constaté pour couvrir les risques sur des accidents intervenus sur les réseaux.

Du fait du caractère non significatif, aucune provision n'a fait l'objet d'une actualisation.

4.14 - Dettes financières

	au 30 juin 2009	au 31 décembre 2008
Emprunts obligataires	3 322 373	3 337 023
Variation de la juste valeur de la dette obligataire	-3 290	-1 875
Emprunts auprès de la région Île-de-France	241 211	232 873
Emprunts Plan Epargne Entreprise	146 945	132 730
Emprunts auprès des établissements de crédit	382 643	107 441
Emprunts liés aux contrats de location financement	40 951	27 778
Dépôts et cautionnements (reçus)	4 551	4 432
Autres emprunts et dettes	12 315	11 848
Total dettes financières - non courant	4 147 699	3 852 250
Emprunts obligataires	457 710	457 711
Emprunts auprès de la région Île-de-France	21 323	19 544
Emprunts plan épargne entreprise	146 062	139 936
Emprunts auprès des établissements de crédit	8 572	6 617
Emprunts liés aux contrats de location financement	990	1 401
Dépôts et cautionnements (reçus)	173	146
Billets de trésorerie	651 062	330 836
Autres emprunts et dettes	99 263	70 259
Concours bancaires	142 811	88 872
Intérêts courus non échus (ICNE)	32	27
Total dettes financières - courant	1 527 999	1 115 349
TOTAL	5 675 698	4 967 599

Calcul de l'endettement net

Au 30 juin 2009, l'endettement net du groupe s'élève donc à 4 581 778 k€ qui se décomposent comme suit :

	au 30 juin 2009	au 31 décembre 2008
Dettes financières	5 675 698	4 967 599
Cash flow hedge	-46 469	-62 143
Intérêts courus non échus	-108 321	-70 848
Avance Calyon - JP Morgan	-85 575	-85 678
Dépôts et cautionnements	-4 625	-4 578
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-592 853	-294 451
Trésorerie non disponible des filiales	4 450	4 432
Autres	-260 527	9 883
ENDETTEMENT NET GROUPE	4 581 778	4 464 216

Impact des fermetures anticipées de contrats de leasehold

	au 30 juin 2009	au 31 décembre 2008	Variation	Variation due au fermeture de contrats de lease	
Autres actifs financiers	361 949	84 599	277 350	272 401	(a)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	592 843	294 451	298 392	224 019	(b)
	au 30 juin 2009	au 31 décembre 2008	Variation	Variation due au fermeture de contrats de lease	
Dettes financières	4 147 699	3 852 250	295 449	272 401	(c)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 527 999	1 115 349	412 650	224 019	(d)

Au cours du 1^{er} semestre 2009, la RATP a dénoué six contrats de leasehold.

Les banques et les assureurs ont souhaité conserver une partie de leurs dépôts, ces dépôts ont été requalifiés en autres actifs financiers car ils ne font plus partie du montage des opérations de leasehold (a). À la fermeture des contrats, le coût de levée de l'option à payer a du être financé par des emprunts (c).

Pour négocier au mieux les conditions de ces emprunts, la RATP a mis en place des opérations de cash collatéral au sein de la même banque (b). Ces opérations ont été financées par l'émission de billets de trésorerie (d).

4.15 - Fournisseurs et autres créditeurs

	au 30 juin 2009	au 31 décembre 2008
Dettes fournisseurs	205 924	237 951
Dettes sur immobilisations	164 531	324 283
Dettes fiscales et sociales	496 708	413 310
Dettes diverses d'exploitation	2 645	6 470
Produits constatés d'avance	93 501	51 063
Autres dettes diverses	102 341	111 653
TOTAL	1 065 652	1 144 730

4.16 - Garanties

De 1997 à 2002, la RATP a réalisé des opérations de leasehold. Ces opérations d'ingénierie financière consistent, pour la RATP, à concéder un droit de jouissance de biens dans des conditions et selon des modalités qui permettent à des investisseurs étrangers américains de considérer qu'ils jouissent de la propriété économique des biens, ce qui les autorise à les amortir et, par conséquent, à en retirer un gain fiscal important grâce à un mécanisme de différé d'imposition. Le gain fiscal obtenu par l'investisseur étranger est partagé avec la RATP.

Une opération de leasehold est composée d'une location principale consentie par la RATP et d'une sous-location destinée à lui faire conserver néanmoins la jouissance du bien. La RATP dispose d'une option appelée early buy out (« EBO ») en sa faveur, au terme d'une période plus courte que la durée totale de l'opération, lui permettant d'interrompre le montage en rachetant la part restante du contrat de location. Economiquement et comptablement, il n'y a pas de cession, la RATP conservant la propriété juridique des équipements.

Les différents contrats qui composent chaque opération constituent une opération unique et sont comptabilisés comme tels. Les actifs et passifs liés à ces contrats (dépôts qui ne seront jamais encaissés par la RATP, autres actifs non encaissés et passifs non décaissés) ont fait l'objet d'une compensation au bilan et au compte de résultat, laissant apparaître en lecture directe un solde, qui correspond au profit global de chaque opération, la net present value (« NPV »). Ce profit est encaissé au moment de la signature des contrats et comptabilisé en produits à étaler, puis constaté linéairement en résultat financier sur la durée du contrat.

Les risques supportés par la RATP se limitent à ceux liés à la propriété du matériel, à la législation française, et aux risques de contrepartie sur les dépôts.

Sur une partie des dépôts, correspondant à la date du 30 juin 2009 à 366 M€, le risque de contrepartie est couvert par des accords de defeasance, qui assurent le droit de compensation entre les dépôts et les dettes correspondantes.

Sur une autre partie des dépôts, correspondant à la date du 30 juin 2009 à 260 M€, le risque de contrepartie est couvert par des contrats de collatéralisation qui imposent en cas de dégradation du rating en dessous d'un certain seuil la substitution des dépôts par des bons du trésor américains.

Sur la dernière partie des dépôts correspondant à la date du 30 juin 2009 à 165 M€, la RATP supporte le risque de contrepartie et doit mettre en place des lettres de crédit sur le risque RATP au profit des investisseurs américains si le rating de ces dépôts passe en dessous d'un certain seuil. Depuis le 2008, la RATP a été appelée en vue de la mise en place de lettres de crédit pour un montant maximum de 163 M\$.

4.17 - Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

Nomination du président-directeur général

Réuni en conseil d'administration extraordinaire le jeudi 23 juillet 2009, le nouveau conseil d'administration de la RATP a adopté une délibération proposant au Gouvernement Pierre Mongin comme président-directeur général de la RATP. Cette proposition a été confirmée au conseil des ministres du 29 juillet 2009.

Transdev

La Caisse des dépôts a annoncé le mercredi 22 juillet 2009 sa décision d'entrer en négociations avec le groupe Véolia Environnement en vue d'une fusion entre Transdev et Véolia Transport. Cette opération nécessite l'accord de la RATP, actionnaire à 25,6% du groupe Transdev. La RATP a indiqué à la Caisse des dépôts qu'elle conditionnait la réalisation de cette fusion à la prise de contrôle d'activités de transport.

Émission d'emprunt

La RATP a émis début juillet un emprunt de 150MCHF, soit 98 M€ auprès de UBS (échéance 2019) avec un taux coupon de 4,208%.

Contrat de leasehold

La RATP EPIC a procédé à la fermeture anticipée de deux contrats de leasehold en juillet 2009. Ces opérations ont permis de dégager un produit supplémentaire de 25 M€.

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2009

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le ministre de l'Économie, des Finances et de l'Emploi et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la RATP, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1 - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.2 de l'annexe des comptes semestriels consolidés résumés qui décrit les nouvelles normes et interprétations que la RATP a appliquées à compter du 1^{er} janvier 2009, ainsi que sur la note 1 de l'annexe des comptes semestriels consolidés résumés qui expose que les comptes au 30 juin 2009 sont arrêtés sur la base des conventions retenues au cours des exercices antérieurs qui s'appuient sur le cadre réglementaire en vigueur à date ne limitant pas dans le temps les droits d'exploitation des lignes attribuées.

2 - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine, le 11 septembre 2009

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Paul Onillon

Ernst & Young et Autres
Jean-Marc Montserrat Christine Vitrac

Attestation des personnes assumant la responsabilité du rapport financier semestriel

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité

ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restant de l'exercice.

Le président-directeur général



Pierre Mongin

Le directeur financier



Alain Le Duc



RATP
Direction de la communication
54, quai de la Rapée
75599 Paris Cedex 12

